

Rencontre nationale des Collectifs

(suite de la page 1)

Mettre les usagers au centre, plus largement la population, semble déterminant pour mener à bien les actions locales sectorielles contre la fermeture, la détérioration ou la privatisation de services publics. Les exemples d'initiatives victorieuses car rassembleuses et pugnaces en témoignent : Hôpital de Valréas, celui de Saint-Affrique, batailles de l'eau (agglomération de Rouen), etc.

A noter que la presse locale couvre bien les initiatives locales, car sensible aux attaques plus concrètes, plus visibles sur un territoire donné.

Si les attaques sont sectorielles, le problème du SP devient générique. Si les services publics peuvent être différenciés, leur sort pose une question identique. Faire apparaître une problématique similaire secteur par secteur : tous et chacun sont cadrés par un même processus de libéralisation-privatisation auquel peu de secteur échappe aujourd'hui.

D'où la nécessité d'accrocher les batailles locales aux EGSP nationaux.

En ce sens, les collectifs locaux entendent être des outils permanents sur le terrain. Sous cet angle, l'actualité du SP est très fournie : fret ferroviaire, santé, collectivités, finances publiques, schéma emploi dans l'Education nationale,...

Le SP ouvre donc un vaste débat : les ETGS peuvent-ils aborder tout à la fois ou ce qui est le plus utile à tous pour riposter ?

Partir des besoins humains fondamentaux au plan local et les porter en élargissant le champ de vision et le cadre de résolution de la question du Service public : tout public ? De véritables SP ? Quid de la DSP ? Des coopérations public/privé ? Des services 100% public ? Des interventions associatives pour des missions de SP ?

Les questionnements deviennent alors plus concrets, plus ouverts, plus cruciaux : que vaut le droit si sa réalité n'est pas effective ? S'il y a absence ou carence

Après-midi : débat sur les suites de notre démarche.

La convocation et la réussite des EGSP sont conditionnées par plusieurs facteurs.

Primo, faire en sorte que cette démarche se concrétise le plus possible sur le terrain local, par des rendez-vous et initiatives les plus multiformes, les plus largement ouvertes et les plus pluralistes possible. De nombreux exemples de diversification (déambulation citoyenne de sp en sp, happening biberons, ... au-delà des traditionnelles réunions souvent « entre soi ») relatés ont pour objectif de s'ouvrir et d'élargir au maximum la participation.

La question du service public est transversale à toutes les préoccupations, attentes, besoins socio-économiques et impératifs environnementaux. Mais elle est aussi intergénérationnelle car indispensable tout au long de la vie. Cela fait potentiellement beaucoup de monde concerné.

Encore faut-il jouer collectif et mettre la question sur la place publique auprès, mais surtout avec, la population.

Secondo, le contexte évoqué conforte la démarche. Leur crise est prétexte à accentuer et accélérer les opérations de démontage du modèle social déjà engagées (RGPP, RGPPP, réformes territoriale et fiscale, etc...).

locaux

d'un service public rendant ce droit, comme dans le cas du « *droit opposable au logement* » ?

Il s'agit d'afficher des convictions sur le SP dont la base commune pourrait être la préservation de certains domaines, correspondant à des besoins humains inaliénables de l'hégémonie du marché. Avec une idée forte, réitérée au cours de cette rencontre :

le SP est la réponse à la crise, à leur crise !

Mais aussi la réponse pour vivre et travailler dans certaines zones (rurale, montagne, ...). Mais quelle masse critique de SP ? Quelle intervention publique ?

La diversité des initiatives, des expériences, des pratiques, des analyses, se révèle être une richesse si l'on évite la risque d'éparpillement, de déperdition des énergies et des intelligences.

Si les EGSP ambitionne de prolonger et dynamiser l'existant du terrain, il y a impérativement à donner à voir l'utilité de la démarche :

- travailler les questions communes (transversales) aux divers secteurs, domaines ou champs abordés en donnant du lien entre les divers aspects, facettes et approches.
- Travailler la ré-appropriation du/des SP par les citoyens (70% d'attachement au régime des retraites ne se transformant pas en 70% de mobilisation),

le SP restant une question largement étendue, du global au local et inversement.

Pour ce faire

- Travailler et produire des contributions sur des points clé,
- Faire circuler dans tous les sens les docs de fond,
- Re-mouliner et confronter des idées, des concepts et des enjeux (gratuité, ...),
- Mettre en place des collectifs d'animation au sein des comités locaux comme du comité national.

Rappelons que le modèle social est fondé sur une intervention publique forte, des politiques publiques assurant l'effectivité des droits afin de satisfaire les besoins essentiels, tant au plan personnel que collectif. C'est ainsi que le SP « rend du droit » là où le commerce vend des prestations selon votre état de fortune (solvabilité).

Le Service public (dans ses notions et dimensions génériques) est particulièrement ciblé : gel des dotations, coupes dans les programmes d'intervention et les effectifs (comme le schéma emploi de l'Education nationale), tendent à restreindre encore plus la sphère publique.

Les activités éducatives, sociales, sanitaires, mais aussi économiques ou culturelles vont être anémiées, la démocratie davantage baillonnée.

« Avec moins de service public, c'est toute la société dans son ensemble qui en subit les conséquences » pour parodier une récente campagne gouvernementale sur la fraude fiscale.

C'est surtout toute la population (le service public s'adresse à tous et partout), en particulier la plus vulnérable, qui va en pâtir.

Tertio, il nous faut dénoncer cette imposture, mais aussi démontrer qu'une autre politique pour une société plus solidaire et plus juste, est possible. Le Service public

apparaît comme la clé de l'impasse politique tant national qu'europpéen.

Il est à la fois urgent, utile et nécessaire de résister contre la casse généralisée des services publics, et de faire entendre une autre réponse, et dégager une perspective alternative.

Si tout ceci conforte donc la démarche des EGSP, il nous faut assurer une visibilité plus claire, plus soutenue et mieux actualisée, de notre démarche.

Outre l'activation de notre site, maillon faible actuel, il nous faut

- établir le contact avec d'autres organisations (UNRPA, mouvement éducation populaire, consommateurs,...). Cet élargissement doit aller de pair avec une relance des organisations signataires tant en terme d'implication concrète, de relais avec leurs bases locales.
- Concevoir des supports diversifiés,
- Solliciter de nouvelles contributions moins généralistes mais centrées sur les 4 blocs de questionnement initiaux afin de nourrir les EGSP, même si des choses intéressantes existent déjà.
- A l'instar de premiers travaux sur les « champs du service public », organiser d'autres remue-méninges sur les autres.
- Articuler l'organisation et l'activité des collectifs locaux avec des travaux théoriques, se nourrissant mutuellement.
- Entamer la préparation et penser les EGSP en eux-même.

Services publics des « champs » (ruralité) ou services publics des villes (urbanité), les témoignages apportés montrent une problématique commune et générale.



Notre rencontre du jour est un point d'étape : comment relancer en faisant un travail unitaire afin de faire tâche d'huile en valorisant les modalités et les succès ici ou là.

Faut-il ainsi en rester à des « cahiers de doléances », écrire un livre noir, ou adapter nos méthodes, nos supports, notre langage et nos écrits à notre temps, à la contemporanéité ?

Pour ne pas en rester uniquement au constat (ça se dégrade à la vitesse grand V), aider à réfléchir et à se projeter.

Il nous faut sans doute arrêter de ressasser pour OSER !

Dans notre démarche commune, il s'agit de clarifier le registre et le rôle de chacun :

- aux collectifs locaux, le travail sur un territoire, un terrain local où les organisations nationales ne peuvent se substituer aux militants, mais par contre doivent inciter, motiver et aider leurs représentants locaux (élus compris) à y prendre une part active,
- en conséquence, rappeler aux orgas nationales leur engagement initial, et les appeler à leurs responsabilités dans la dynamique des collectifs existants, et dans la constitution de collectifs là où il n'y en a pas encore et où il devrait y en avoir.

Les collectifs locaux expriment 2 attentes de la part du Comité national qu'ils interpellent sur sa capacité à :

- ✓ faire circuler, à échanger les informations en investissant davantage la toile,
- ✓ élaborer, synthétiser, produire et dessiner l'alternative commune,
- ✓ proposer du matériel commun personnalisable et duplicable et localement,
- ✓ porter à maturité la dynamique de la démarche démontrée lors de cette rencontre.

Pour ce faire, il faut penser la tenue des EGSP comme un troisième point de départ et d'étape (le premier étant l'appel national, le second cette rencontre), pour se projeter dans la suite, la vocation de la démarche étant d'être durable !

Autant le succès d'une « manifestation » dépend de l'engagement déterminé des orgas nationales, autant la mise en commun des EGSP (avec les collectifs locaux et les témoins qualifiés) doit contribuer à l'écriture d'une base partagée (manifeste ? socle ? charte ? résolution ?) sur laquelle chacun pourra s'engager solidairement.

Ce texte devra éviter la langue de bois pour être populaire, sans en rabattre sur les exigences.

Les initiatives des collectifs locaux, les approches transversales et globales (niveaux national et européen, si ce n'est planétaire) des orgas signataires, les analyses et études de personnes ressources qualifiées, doivent se nourrir mutuellement.

Le format local est décisif pour des EGSP conséquents et productifs. : véritable réseau d'observatoires (vigies ?) citoyens et militants du terrain, les collectifs locaux sont installés comme réseau d'alerte pérenne sur les préoccupations majeures (santé, éducation, enfance, emploi, logement ?...).

Une synthèse de leurs actions, constats, observations et réflexions, pourrait constituer un document d'interpellation publique (dégâts sociaux, économiques, initiatives et propositions alternatives) à partir de cette résistance qui dénonce, freine un tant soit peu en évitant que la situation devienne plus catastrophique qu'ailleurs (Un livre blanc ?).

Jugeant que la démarche « prenait corps et sens », les participants à cette rencontre nationale décident d'enclencher la 3^{ème} phase : la convocation des Etats Généraux pour le Service Public ».

Ils actent :

- le format proposé (sur 2 jours en week-end),
- le schéma (le samedi : creuser les questions, énoncer et restituer les réponses ; le dimanche : synthétiser, formaliser et arrêter les suites),
- les dates (tenant compte d'une rentrée sur les retraites, d'autres rendez-vous annoncés, et les dates des vacances scolaires - des contacts sont initiés pour trouver le site sur Paris et proximité)
- et la feuille de route (cf page suivante).